

Les subsides

qu'ils savent que l'on doit à l'actuel ministre des Finances la politique interventionniste du gouvernement dans le secteur énergétique. Le président du Conseil du Trésor et lui-même ont jalousement gardé l'AEIE de 1980 à 1983, laquelle a fait beaucoup de tort à notre pays.

Le ministre est allé en France en vue d'obtenir une baisse des taux d'intérêt et de trouver un nouvel emploi. Comment compte-t-il obtenir une baisse des taux d'intérêt? En mettant tout sur le compte des États-Unis d'Amérique. Voilà son excuse.

Quant à la motion à l'étude, nous reconnaissons qu'il n'est pas possible de résoudre du jour au lendemain le problème des taux d'intérêt, mais nous estimons également que l'on peut gérer l'économie de façon à faire baisser les taux d'intérêt et à suivre une politique plus indépendante dans ce domaine. Cela prendra du temps. On ne peut pas balayer en un jour, une semaine ou un mois le fruit de 10 à 15 ans d'incurie et d'incompétence dans le domaine économique. Il faudra peut-être six mois ou plus pour redonner aux Canadiens et au reste du monde confiance dans nos méthodes de gestion économique. Il faudra du temps pour rassurer les investisseurs canadiens et étrangers et les convaincre que le gouvernement a retrouvé sa sagesse et sa politique judicieuse.

En février 1980, lorsque le premier ministre a fait cette déclaration, le dollar canadien valait 87.30 cents par rapport au dollar américain, le taux d'intérêt préférentiel était de 14 p. 100 et l'inflation de 9.5 p. 100, les taux d'intérêt réels se situant donc à 4.5 p. 100 environ. Les taux d'intérêt étaient inférieurs de 1.5 p. 100 au Canada par rapport aux États-Unis. A l'heure actuelle, le taux préférentiel canadien est inférieur de ½ p. 100, soit 12 p. 100 contre 12.5 p. 100 aux États-Unis. Cependant, notre dollar ne vaut plus que 77 cents américains. Il a perdu de sa valeur en quatre ans. Je ne sais pas combien cela représente en pourcentage, mais il a perdu plus de 10 cents par rapport à la devise américaine. Nos avoirs au Canada, à l'heure actuelle, valent beaucoup moins qu'en février 1980 en raison de la mauvaise gestion économique du gouvernement.

Dans l'intervalle, les taux d'intérêt ont grimpé jusqu'à 22.75 p. 100 dans notre pays. Le taux d'intérêt le plus bas que nous ayons eu depuis que le présent gouvernement a repris le pouvoir il y a quatre ans et demi a été de 11 p. 100. Le taux d'intérêt est maintenant de 12 p. 100, et il montera encore. Le taux d'inflation est de 4.7 p. 100. Par conséquent, le taux d'intérêt réel est de 7.3 p. 100. Compte tenu du fait qu'il était de 4.5 p. 100 il y a quatre ans, cela montre à quel point on a perdu confiance dans notre pays et dans son gouvernement, c'est-à-dire qu'on n'en a plus du tout.

● (1115)

Pourquoi ceux qui ont de l'argent à investir, et tout le monde d'ailleurs, n'ont plus confiance dans le gouvernement? Il n'y a qu'à consulter les statistiques. Il y avait 360,000 chômeurs en 1968, soit 4.5 p. 100. L'actuel ministre de la Justice (M. MacGuigan) appelle cela du plein emploi. C'était là la situation lorsque les libéraux ont pris le pouvoir en 1968. Lorsqu'il sont revenus au pouvoir en 1980, il y avait 967,000 chômeurs, soit un taux de chômage de 7.5 p. 100. Comme cela nous semble

beau maintenant! En avril 1984, le taux de chômage était de 11.4 p. 100, le nombre officiel de sans-emplois étant de 1,468,000. C'est là un record qui montre bien pourquoi on n'a plus confiance dans le gouvernement et dans son orientation économique.

Je me permets de citer les données relatives aux déficits que nous avons accusés au cours de ces mêmes années. Dans les onze années écoulées de 1972-1973 à 1982-1983, les déficits gouvernementaux ont totalisé 107.7 milliards de dollars. Le déficit a d'abord été de 999 millions de dollars. Il a augmenté tous les ans sauf l'année où nous avons été huit mois au pouvoir. En 1979-1980, le déficit est tombé de 12.2 milliards à 11.4 milliards de dollars. Il a de nouveau augmenté en 1980-1981 pour atteindre 12.6 milliards de dollars. Au cours de ces onze années, le gouvernement a accumulé un déficit de 100.7 milliards de dollars. Il était de 31.4 milliards l'an dernier, et il devrait atteindre 29.6 milliards cette année. Le ministre a dit que les déficits de l'an dernier, de cette année et des trois prochaines années totaliseraient 142.2 milliards de dollars. En cinq ans, ils atteindront une fois et demie ce qu'ils étaient pour les onze années précédentes.

Le ministre nous dit qu'au cours des cinq prochaines années, il devra aller emprunter sur les marchés publics 114 milliards de dollars afin d'absorber cette dette et que, de cette somme, 109.1 milliards serviront uniquement à absorber l'intérêt de la dette. Voilà pourquoi le dollar canadien est en difficulté. Voilà pourquoi on n'a pas confiance dans notre économie. Voilà pourquoi le dollar faiblit. Nous devons emprunter 114 milliards de dollars pour couvrir les déficits réunis de l'an dernier, de cette année et des trois prochaines années, et, de cette somme, 109 milliards serviront uniquement à absorber l'intérêt de la dette.

Nous empruntons aujourd'hui des sommes énormes rien que pour payer les intérêts de la dette. C'est pourquoi la confiance n'existe plus. C'est pourquoi nos ennuis économiques sont si graves. C'est la preuve concrète que des déficits croissants ne sont pas la solution à nos problèmes d'emploi. Ils ne règlent pas la question de la croissance économique. Ils sont la cause du chômage, de la non-croissance économique et de la faiblesse du dollar. Tant qu'on ne remédiera pas à ces déficits sans cesse croissants, les perspectives économiques de notre pays n'auront rien de réjouissant.

Examinons l'avertissement que la Banque du Canada a donné le 20 mars 1980. Le *Globe and Mail* en faisait état. La Banque du Canada prévenait le gouvernement fédéral que son énorme déficit budgétaire décourageait les entreprises d'investir et retardait les gains de productivité au Canada. Je cite un extrait de cet article:

«Les déficits budgétaires utilisent l'épargne qui autrement pourrait être canalisée par les marchés financiers vers le financement d'immobilisations», a déclaré la banque centrale dans son rapport annuel.

En mars 1980, le déficit était de 12.6 milliards de dollars pour cette année financière-là, quand la Banque du Canada a fait cette mise en garde. Le déficit est le double aujourd'hui. L'an dernier, il était presque le triple de ce montant. La situation a donc fortement empiré depuis l'avertissement du 20 mars 1980.